CHARTRE ANTI-PLAGIAT

de l'Ecole Supérieure des Communications de Tunis

contre la fraude intellectuelle

« Quand un auteur vend les pensées d'un autre pour les siennes, ce larcin s'appelle plagiat. »
Voltaire, Dictionnaire philosophique, article « Plagiat », 1764

Préface

Afin d'assurer l'équité, de valoriser le travail personnel, l'honnêteté intellectuelle et l'intégrité scientifique, d'assurer le respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle et de préserver la qualité de ses diplômes et la validité de ses publications, SUP'COM renforce sa réglementation en adoptant une charte de protection de la propriété intellectuelle et de lutte contre le plagiat universitaire. Dans un contexte où la technologie facilite la copie, SUP'COM sensibilise et promeut les attitudes et pratiques anti-plagiat. Cette charte décrit la politique anti-plagiat, définit les règles à respecter et les mesures à mettre en œuvre pour s'assurer que le travail produit est original et

Personnel.

Les mesures anti-plagiat concernent les élèves-ingénieurs, les étudiants en mastère, les doctorants, le personnel d'enseignement, de recherche et administratif. En la signant, les personnes concernées reconnaissent en avoir pris connaissance. Ils s'engagent, dans une démarche d'honnêteté, conforme au texte juridique relatif aux droits d'auteur, à la propriété intellectuelle et au décret n°2008-2422 du 23 juin 2008 du JORT n°52, publié le 27 juin 2008 dans le Journal Officiel de la République Tunisienne, relatif au plagiat dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Article 1 : Définitions

Toutes les formes de travail (devoirs, essais, projets, rapports, articles, thèses, cours, photocopiés, rapport, ...) préparés par les apprenants et/ou par le personnel affilié à SUP'COM, doivent toujours avoir pour objectif de produire des connaissances ou d'offrir des interprétations nouvelles et individuelles sur un sujet donné. Le plagiat est défini comme le fait de s'approprier et diffuser le travail de quelqu'un d'autre comme le sien. Les cas de plagiat, selon l'article 4 du décret n°2008-2422 du 23 juin 2008, sont notamment : la non-mention entre guillemets de citations ou de leur traduction reproduites telles quelles, la non-mention avec précision et honnêteté de la source de chaque information lors de la reprise textuelle des documents, de l'utilisation des résultats des recherches scientifiques, théoriques ou appliquées, de la traduction des citations d'autres auteurs, de l'utilisation des données, des graphiques ou autres, de l'exploitation des informations publiées sur internet ou circulant par tout autre moyen électronique audio-visuel, cinématographique ainsi que l'utilisation des logiciels et applications informatiques ou autres.

Article 2 : Méthodologie de citation

Les apprenants et le personnel s'engagent à citer les œuvres qu'ils utilisent ou reproduisent partiellement, conformément aux normes conventionnelles. Les reproductions de courts extraits à des fins d'illustration ou d'enseignement sont en effet autorisées sans qu'il soit nécessaire de demander le consentement de l'auteur pour diffusion. Néanmoins, la méthodologie de tout

travail universitaire exige que les extraits empruntés soient clairement identifiés (guillemets) et que les noms des auteurs et la source de l'extrait soient mentionnés. De plus, toutes les références aux documents cités, empruntés ou adaptés, doivent figurer dans la bibliographie.

Article 3 : Détection de plagiat

SUP'COM et l'université de Carthage sont dotés d'outils de vérification systématique des travaux académiques et de détection des similitudes, afin d'identifier les plagiat.

A la demande auprès du service de transformation digitale, les apprenants et le personnel s'engagent à fournir une version numérique de leur document avant publication pour permettre cette détection.

Article 4 : Engagement des parties prenantes

-Les apprenants et le personnel s'engagent à citer tout travail qu'ils utilisent ou reproduisent partiellement, conformément aux procédures académiques standards. Cela signifie que tout travail emprunté doit être clairement identifié, avec des citations entre guillemets, et que les noms des auteurs et la source du matériel utilisé doivent être mentionnés.

-Les enseignants s'engagent à sensibiliser leurs élèves à la lutte contre le plagiat.

- L'administration s'engage à leur faire signer la charte anti-plagiat, et à les inciter à participer aux formations sur le sujet qui leur seront proposées.

- Les personnes concernées par le plagiat doivent non seulement être informés de la définition exacte du plagiat, mais aussi être informés que le plagiat et toutes ses variantes (traduction mot à mot sans citation, reprise d'idées sans tenter de reformuler, etc.) vont à l'encontre des normes du travail académique.

- SUP'COM s'engage à mettre à la disposition de ses apprenants et de son personnel un logiciel de détection anti-plagiat.

Article 5 : Sanctions disciplinaires pour plagiat

Le plagiat universitaire est un vol intellectuel et une violation très grave de l'éthique universitaire.

En cas de violation des termes de cette charte, des mesures disciplinaires seront imposées à l'apprenant ou au membre du personnel concerné : avertissement, blâme, exclusion de SUP'COM pour une durée limitée ou définitive. En plus des mesures disciplinaires, des poursuites judiciaires peuvent être envisagées si le plagiat implique également une violation du droit d'auteur. Le décret n°2008-2422 du 23 juin 2008, publié le 27 juin 2008 dans le Journal Officiel de la République Tunisienne en spécifie les modalités.

Approbation de la charte

Je certifie avoir pris connaissance du contenu de la charte et je m'engage à faire une distinction explicite dans mon travail entre ce que j'ai produit et ce que j'ai emprunté, en citant systématiquement les auteurs et leurs sources et ce, tout au long de mon affiliation à SUP'COM.

Signature

Date